

GAP | L'association des Départements de France était dans les Hautes-Alpes pour ses deux premiers "ateliers"

Le Département vante sa politique à ses homologues

Hier matin les Hautes-Alpes ont eu droit aux honneurs de l'Assemblée des Départements de France, lors des premiers ateliers des Départements de France. Son président, Dominique Bussereau, y était notamment présent, pour apprendre des expériences menées sur notre territoire.

Des entrepreneurs du département ont évoqué, avec le vice-président Patrick Ricou, la nécessité de faire mieux connaître le territoire.

« Dans certaines réunions, quand j'en parle, certaines personnes me demandent "c'est où les Hautes-Alpes ?", témoigne ainsi Marc Ventre, élu et entrepreneur dans la métallurgie, qui appelle à « utiliser les événements culturels et les visites de personnalité, pour mettre en avant le territoire ». Le Département a lancé une Agence de développement, notamment pour accroître cette notoriété des Hautes-Alpes. Cela vaut aussi pour l'agriculture d'après Nicolas Richier, pré-

sident du Groupement de producteurs de fruits 05. « Il faut faire connaître la pomme des Hautes-Alpes, la seule avec le Label rouge en France. »

Le retour du "made in France" est une aussi une opportunité économique pour les Hautes-Alpes: affirme Marc Ventre, qui promeut une « industrie de haute technologie, à taille humaine, et dans le respect de l'environnement ».

Solidarités : les Hautes-Alpes se veulent à la pointe

Mais le Département a surtout vanté l'efficacité de ce qu'il appelle "l'accompagnement personnalisé" des bénéficiaires des différentes aides sociales. Marie-Noëlle Disdier, vice-présidente aux solidarités, explique qu'une « approche globale » permet de mieux comprendre les besoins spécifiques de chaque personne, sans avoir à passer par de multiples services ne communiquant pas entre eux. Pour autant,



Myriam Armando, présidente de l'Union régionale des associations familiales, Marie-Noëlle Disdier, vice-présidente du Département en charge des solidarités et Philippe Court, préfet. Photo Le D.L.C.C.

Dominique Bussereau n'a pas oublié de rappeler la revendication historique d'une meilleure compensation des aides sociales par l'Etat, en comparant ce dernier à un mauvais payeur « qui aurait un loyer de 1000€ à payer, mais n'en verserait que 600 ».

Cyrille CRÉSPY

LA PHRASE

« L'Agence de développement des Hautes-Alpes est un bon moyen de contourner la loi NOTRE (qui enlève la compétence économique aux Départements). On va la proposer à tous. »

Dominique Bussereau Président de l'Assemblée des départements de France